



BMW Group, BRP, DAF Trucks, CF Moto, Daimler Trucks, Ducati, Evobus, Ferrari, Ford, F-Trucks, GD France, General Motors, Harley-Davidson, Honda, Hyundai, Indian Motorcycle, Isuzu, Iveco, Iveco BUS, Jaguar, Kawasaki, KIA, KTM, Kymco, Lamborghini, Land Rover, Lynk & co, MAN Truck & Bus, Mazda, MG Motor, Mercedes-Benz Cars, Mitsubishi, Nissan, Otocar, Peugeot Motocycles, Piaggio Group, Polaris, Porsche, Royal Enfield, Scania, Smart, Ssangyong, Subaru, Suzuki, Toyota, Triumph, Van Hool, VDL, Vinfast, Volkswagen Group, Volta Trucks, Volvo Cars, Volvo Trucks, Yamaha, Zero Motorcycles

## REACTION DE LA CSIAM SUITE AUX PROPOS DE LA MINISTRE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

**Lors d'une interview au journal de 20H00 de TF1 le 5 septembre dernier, la Ministre de la transition énergétique Agnès Pannier-Runacher a annoncé que la marque MG Motor ne bénéficierait pas du bonus écologique pour 2024.**

Par la voix de sa Présidente déléguée, Athina Argyriou, la CSIAM (Chambre Syndicale Internationale de l'Automobile et du Motocycle) s'étonne de cette intervention, alors même que le décret relatif au bonus écologique pour 2024 n'est pas encore paru et que l'administration n'a pas encore collecté toutes les données nécessaires pour effectuer les calculs prévus par le futur décret.

Les propos de la Ministre semblent montrer clairement que loin d'être fondé sur des critères écologiques, ce futur « bonus » est en réalité une mesure discriminatoire visant certaines marques.

La CSIAM sera très attentive à la suite des travaux de préparation du décret et apporte tout son soutien à MG Motor.

Paris, 6 septembre 2023

\* \* \* \* \*

### ***A propos de***

*La chambre syndicale internationale de l'automobile et du motocycle (CSIAM) défend les intérêts des constructeurs de voitures particulières, de véhicules industriels, de bus, de cars et de deux-roues à moteur en France. Elle représente 52 constructeurs commercialisant 82 marques, soit 1 million d'immatriculations pour 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires. La CSIAM est un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. Elle intervient ainsi auprès de l'administration, du gouvernement, des parlementaires ou encore des élus locaux.*

